



Crise financière... ... pouvoir d'achat en crise

Les prémices de la crise, que nous subissons aujourd'hui, dépassent nos seules frontières. Elle est mondiale et révélatrice d'un système économique qui a atteint ses limites. Premier choc pétrolier en 1973, crise immobilière des années 1990, crise financière internationale en 1998, bulle internet de 2000, nouvelle crise actuelle... issue de l'immobilier. **L'Histoire se répète inlassablement, favorisant les quelques nantis qui tirent les ficelles au détriment du plus grand nombre.**

Des milliards d'euros et de dollars se sont évanouis, ont été engloutis. Du poker menteur, après être passé par un jeu de dominos, nous assistons en ce moment à un « Monopoly » grandeur nature, enrichissant à nouveau les plus favorisés.

..... Pour leur part, les salariés *-actifs, techniciens et cadres, comme les retraités-* de la banque et de l'assurance voient leur pouvoir d'achat s'étioler depuis plusieurs années, en dépit de résultats exorbitants !

Un pouvoir d'achat qui s'étirole

En 2007, quelques rares établissements ont essayé de « gommer » l'inflation, mais cette dernière est repartie de plus belle cette année (3,4 %), de telle sorte qu'en 2 ans la perte se chiffre à près de 6 % ! Ceci, sans compter la baisse annoncée de la rémunération au travers des primes annuelles, à caractère aléatoire *-participation et intéressement notamment-*, qui vont se réduire à peau de chagrin, et dont les avoirs bloqués sur les Plans d'Épargne Entreprise risquent d'avoir fondu comme neige au soleil.

Malgré cela, nos dirigeants ne manqueront pas d'exiger de leurs salariés qu'ils corrigent les « errements » de ces quelques bénéficiaires de bonus extravagants, à la botte d'actionnaires toujours plus gourmands. Ils ne manqueront pas, non plus, de nous rappeler que nous devons « être sur le même pont ».

En définitive, il reviendra au plus grand nombre de compenser les élucubrations de ceux qui cherchent des taux de rendement des capitaux de l'ordre de 15 à 20 % (ROE) et à qui on distribue aujourd'hui des milliards de quasi fonds propres, ou de liquidités, pour distribuer des crédits.

L'argent existe...

Alors qu'il n'a jamais été possible de faire face à la famine mondiale en trouvant 85 Md€ par an pour l'éradiquer, ou encore qu'il a été très difficile de trouver 1,5 Md€ pour financer le RSA (*Revenu de Solidarité Active*)... en quelques heures, le renflouement et financement des banques, en quasi faillite pour certaines, a été décidé... tout cela sur le dos des contribuables, mais aussi sur celui des salariés du secteur.

Pour la CGT Banque/Assurance, un droit de regard sur l'utilisation de ces fonds mis à disposition par les pouvoirs publics semble nécessaire.

Les élus CGT demanderont donc des informations dans toutes les entreprises de nos secteurs pour contrôler l'utilisation de ces fonds au service des particuliers, des entreprises et des professionnels, afin que les crédits distribués contribuent effectivement à la relance de l'économie réelle.

Après de longues années de profits spectaculaires, la Banque comme l'Assurance ont les capacités à satisfaire les aspirations de leur Personnel au niveau salarial.

Au-delà de la justice sociale, ce serait bon pour l'économie et favoriserait, par la relance de la consommation, le maintien d'activités de production de biens et de services utiles. Et ainsi, de soutenir l'emploi.

Ce sont les raisons pour lesquelles la CGT **revendique** notamment :

- **le maintien et un rattrapage du pouvoir d'achat pour tous avec une augmentation plancher de 250 € mensuels,**
- **le relèvement des minima salariaux avec un minimum de 1600 € nets à l'embauche, avec la revalorisation proportionnelle de chaque niveau de classification,**
- **des mesures concrètes de rattrapage dans le cadre de l'accord sur l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que celui sur l'emploi des seniors,**

De même, il est urgent de réviser les compléments de rémunération en augmentant **les primes de sujétions**, ou créant **une prime de transport, une prime de diplôme(s)**...

Enfin, pour établir un climat de confiance et sécuriser le maintien du pouvoir d'achat, nous revendiquons une garantie de rattrapage de l'inflation à venir par une clause de revoyure.

**Tous ensemble,
exigeons le retour à l'économie réelle
et la reconnaissance effective de notre Travail.**

BULLETIN D'ADHESION

NOM : Prénom :

ADRESSE :
.....

Tél. : Courriel :

A retourner à la Fédération SPBA/CGT ou à votre délégué syndical local :

Alain BARASINSKI – MONTLUCON Courtais – BO 3013

* **06.65.15.20.13** * alain.bara@free.fr *